

1823 *Traité de paix entre la Porte et la Perse conclu à Erzerum le 28 Juillet 1823. (Extrait).*

(*Le Moniteur Universel* 1823. No. 340. *Politisches Journal* 1823. St. 12. No. 8. p. 1103.)

*Au nom du Dieu de la miséricorde!*

Par différentes causes, les rapports d'amitié avoient été interrompus dans les dernières années entre les deux puissans Etats mahométans et à leur bonne intelligence avoit succédé la division et l'inimitié. Les intérêts de la religion de l'Islam commandoient une réconciliation, les deux gouvernemens ont à coeur d'arrêter l'effusion du sang, et l'on a désiré et proposé réciproquement de renouer les liens de l'ancienne amitié.

A cette fin, Mirza-Mahomet-Aly-Mustapha, élevé en dignité a été par un firman de S. M. le Roi des Rois, le Sultan, fils d'un Sultan le conquérant, Feth-Aly-Schah, le dominateur de la Perse, revêtu du rang de plénipotentiaire et muni de pleins-pouvoirs illimités par S. A. R. l'héritier présomptif du trône, le prince Abbas-Mirza; et de l'autre part, S. M. le protecteur de la foi, le gardien des villes saintes, le dominateur par terre et par mer, le Sultan, fils d'un Sultan, le conquérant, Mahmud Chan, Empereur des Ottomans, a nommé son plénipotentiaire l'illustre Mohammed-Emin-Rauf-Pacha, séraskier, gouverneur d'Erzerum et des provinces orientales de l'Empire Ottoman; lesquels après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs, et en conséquence des négociations qui ont eu lieu, dans ladite ville, sont convenus des conditions de paix suivantes:

*Base.* Sont regardées comme valables et seront observées exactement les stipulations du traité conclu l'an 1159 de l'hégire (1744) relativement aux anciennes frontières des deux empires, et les traités antérieurs concernant les pèlerins et les marchandises, l'extradition des fugitifs, la libre sortie des prisonniers et le séjour d'un ambassadeur dans les deux cours respectives. On ne

s'écartera pas le moins du monde des points qui y ont été 1823 convenus et l'amitié sera consolidée pour toujours entre les deux puissans Etats.

*Stipulation.* Dès à présent et pour toujours le glaive hostile doit être remis dans le fourreau, et l'on évitera toute circonstance qui pourroit produire du froid et du mécontentement et s'opposer à une union parfaite. Les pays compris dans les frontières de l'empire Ottoman et dont la Perse a pris possession pendant la guerre ou avant le commencement des hostilités, doivent, y compris les forteresses, districts, terres, villes et villages, être rendus dans leur état actuel, au gouvernement turc, au terme de soixante jours, à compter de la signature du présent traité. En preuve du prix que l'on attache à cet heureux rétablissement de la paix, les prisonniers faits des deux parts seront mis en liberté: on les enverra à la frontière des deux pays, et l'on pourvoira pendant leur marche à leur nourriture et à leurs autres besoins.

ART. I. Les deux hautes puissances ne permettent pas que l'une ou l'autre se mêle des affaires intérieures de leurs Etats respectifs. Le gouvernement persan ne doit plus se permettre, dès à présent, de s'immiscer en aucune manière dans les districts de Bagdad et du Kurdistan, enfermés dans les frontières de l'Empire Ottoman, ni souffrir qu'il y soit commis aucun acte inquietant, ni enfin s'arroger aucune autorité sur les propriétaires actuels ou précédens de ces pays. Si les peuplades qui habitent ces pays limitrophes franchissoient d'un côté ou de l'autre la frontière pour un séjour d'été ou d'hiver, les agens de S. A. R. l'héritier présomptif au trône, doivent s'accorder avec le pacha de Bagdad sur le paiement du tribut d'usage, ainsi que des droits pour les pâturages, et la manière de satisfaire à d'autres réclamations de ce genre, afin qu'il n'y ait lieu par-là à aucun malentendu entre les deux gouvernemens.

ART. II. Les sujets Persans qui, en qualité de pèlerins ou de voyageurs traversent le territoire Ottoman pour se rendre aux saintes villes de la Mecque et de Médine, et à d'autres villes musulmanes, seront libres de toute espèce d'impôt, et il ne sera pas exigé d'eux d'autres droits contraires à l'ancien usage. . . L'emir el Hadj et tous les commandans et gouverneurs, auront toutes

1823 les attentions convenables pour les pèlerins; ils les conduiront de Damas aux lieux saints et les en ramèneront. . . On rendra aux femmes de S. M. Persane et aux épouses des princes et des grands qui font le pèlerinage de la Mecque ou de Kernelah, tous les honneurs dus à leur rang. . . Les sujets persans ne payeront que les mêmes droits de douane que payent les sujets Ottomans. Les droits de douanes ne seront levés qu'une seule fois, et ne seront que de quatre pour cent. . . Il sera permis aux marchands persans qui apportent les *chubucks* ou pipes à fumer de Schiraz à Constantinople, de faire librement ce commerce, et de vendre leurs pipes à qui ils voudront.

ART. III. Si les tribus Kurdes de Hyder-Aula et de Sibbidi, qui ont donné occasion aux différends entre les deux hautes puissances, et qui maintenant habitent sur le territoire Ottoman, dépassent désormais les frontières de Perse et se livrent au pillage, les autorités turques sur la frontière doivent chercher à l'empêcher et à punir les transgresseurs. Si ces tribus continuent de faire des invasions sur le territoire persan ou à l'inquiéter, et que les autorités ne puissent pas y mettre ordre, le gouvernement Ottoman leur retirera sa protection. Si ces tribus, de leur propre mouvement et de plein gré, veulent retourner en Perse, il ne leur sera opposé aucun obstacle ni aucune résistance; mais si après s'être transportées en Perse, elles reviennent encore en Turquie, elles n'auront aucun accueil ni protection à attendre de la part du gouvernement Ottoman. Si les tribus retournées en Perse troublaient la tranquillité du territoire Ottoman, les autorités persanes seront tenues d'employer tous les moyens en leur pouvoir pour empêcher ces excès.

(L'ART. IV. stipule que les déserteurs respectifs ne seront pas reçus; les art. V et VI. déterminent les règles à suivre à l'égard des successions et des biens judiciairement séquestrés des sujets de l'un ou de l'autre Etat. L'art. VII. règle l'envoi d'un nouvel ambassadeur tous les trois ans de chaque cour auprès de l'autre. Ces ambassadeurs resteront trois ans à leur poste.)

De cette manière l'alliance est renouvelée et confirmée. La reconciliation la plus sincère a eu lieu dès le jour de la signature de ce traité. Il ne sera rien

changé aux stipulations et aux conventions présentes, et 1823 il ne sera pris aucune mesure qui soit contraire aux droits de l'amitié.

Le plénipotentiaire du gouvernement Ottoman, en vertu de ses pleins pouvoirs a signé et scellé le présent traité, le 19 sikhade, dans l'an 1238, en échange de quoi cet instrument parfaitement conforme a été délivré par le plénipotentiaire de S. M. Persane, en vertu de ses pleins pouvoirs.

*Signé* MOHAMED-EMINKAU.

*Signé* MOHAMED-ALI.

## 70.

*Circulaires du secrétaire de la trésorerie des Etats-Unis aux receveurs des douanes, concernant le traitement des vaisseaux armés françois et espagnols dans les ports des Etats-Unis; datées de Washington du 30 Juillet et du 18 Août 1823.*

(*The Times* 1823. September 9. No. 11, 972. *The Times* 1823. September 20. No. 11, 982.)

a.

Treasury Department Jul. 30. 1823.

Sir! As it is probable that in the progress of the war which now exists between France and Spain, the public and private armed vessels of one, and perhaps of both belligerents, may, by stress of weather, pursuit of enemies, or some other urgent necessity, be forced to enter the ports and harbours of the United States it becomes the duty of the government to prescribe the manner in which they shall be treated whilst they remain within its jurisdiction.